



Les organisations de la société civile applaudissent la décision de la Société financière internationale de s'éloigner des investissements dans l'éducation à but lucratif.

La Société financière internationale (SFI) du groupe de la Banque mondiale a créé un nouveau précédent en soutenant le droit à l'éducation dans un [engagement officiel](#) de geler les investissements dans le pré-primaire privé à but lucratif, les écoles primaires et secondaires (également appelées "K-12"). Les organisations signataires se félicitent de cette décision de la SFI, qui répond aux préoccupations exprimées par la société civile concernant les effets sur la ségrégation et l'exclusion, la qualité insuffisante de l'éducation, le non-respect des normes et des règlements, les conditions de travail, et la recherche de profit des écoles commerciales.

Cette initiative s'appuie sur des changements politiques similaires, notamment la décision prise par le [Partenariat mondial pour l'éducation](#) dans sa Stratégie 2019 du secteur privé visant à interdire le financement de la fourniture à but lucratif de services éducatifs de base, et une [Résolution du Parlement européen](#) de 2018 déclarant que l'Union européenne et ses États membres ne doivent pas utiliser l'argent de l'aide au développement pour financer des écoles privées commerciales.

Cette évolution reflète la reconnaissance croissante des dommages causés par l'éducation à but lucratif, et l'importance du droit à l'éducation publique comme élément central de la politique globale de l'éducation.

"Cette décision historique de la SFI illustre l'idée nouvelle selon laquelle les entreprises commerciales à but lucratif peuvent faire plus de mal que de bien. Nous avons vu des années d'effets néfastes de la commercialisation sur le droit à l'éducation. Il est temps de s'éloigner des approches de marché et de stimuler l'investissement dans des services publics accessibles, de qualité, transparents et participatifs", a souligné Magdalena Sepúlveda, la directrice exécutive de l'Initiative mondiale pour les droits économiques, sociaux et culturels.

La société civile a déjà demandé au Groupe de la Banque mondiale et à d'autres investisseurs de cesser leurs investissements dans écoles commerciales, et veiller à ce que l'aide au développement pour l'éducation soit utilisée pour soutenir le public et l'offre d'une éducation gratuite et de qualité qui bénéficie à tous sans discrimination d'aucune sorte. Les déclarations et les lettres signées par plus de 100 organisations ont été partagées en [mai 2015](#), [août 2017](#) et [octobre 2019](#). [Le Conseil des droits de l'homme des Nations unies](#), [la rapporteure spéciale des Nations unies sur le droit à l'éducation](#), [les organes conventionnels des Nations Unies sur les droits de l'homme](#) ainsi que la [Commission africaine des droits de l'homme](#) et des peuples ont également soulevé à plusieurs reprises des préoccupations concernant les effets négatifs de la commercialisation de l'éducation au cours des dernières années.

“Nous avons aidé les citoyens kenyans à porter plainte auprès du conseiller en conformité de la SFI, le médiateur (CAO) concernant l'investissement de l'IFC dans [Bridge International Academies](#), une chaîne d'écoles à but lucratif ciblant les populations vulnérables. Le processus est en cours, mais le CAO a déjà soulevé des "préoccupations substantielles". Ce cas illustre les problèmes inhérents aux approches commerciales et de marché en matière de l'éducation. Il est maintenant temps pour la SFI et les autres donateurs et investisseurs de réimaginer la voie à suivre, et veiller à ce que tous leurs investissements contribuent à renforcer l'éducation publique et l'État de droit dans nos pays" a commenté le Dr Judith Oloo, directrice générale du Centre est-africain des droits de l'homme.

Les organisations de la société civile saluent le leadership de la SFI qui reconnaît que ses investissements dans l'éducation ne doit pas porter atteinte au droit à l'éducation, y compris à l'éducation publique, et qu'il y a eu des préoccupations concernant les investissements passés à cet égard.

Les organisations de la société civile appellent le Groupe de la Banque mondiale à garantir la gratuité de tous ses investissements, et une éducation publique de qualité pour tous. Nous attendons avec impatience une consultation inclusive et solide qui examine s'il existe des circonstances exceptionnelles dans lesquelles de futurs investissements pourraient être réalisés, tout en veillant à ce qu'ils n'aient pas d'impact négatif sur la pauvreté, l'inégalité, le droit à l'éducation ou la fourniture d'une éducation publique. [Les principes d'Abidjan](#) sur le droit à l'éducation, récemment adoptés, énoncent les obligations existantes en matière de droits de l'homme à cet égard et fournissent des orientations sur la manière dont la SFI peut garantir que ses investissements soutiennent le droit à l'éducation publique.

- ActionAid
- Brazilian Campaign for Education
- Civil Association for Equality and Justice (ACIJ, Argentina)
- Coalition Éducation (France)
- Coalition for Transparency and Accountability in Education (Liberia)
- East African Centre for Human Rights
- Ghana National Education Campaign Coalition
- Global Campaign for Education-US
- Global Initiative for Economic, Social and Cultural Rights
- Global Justice Now
- Initiative for Social and Economic Rights (Uganda)
- Latin American Campaign for the Right to Education (CLADE)
- Oxfam
- Platform for the Defence of the Basque Public School (Spain)
- National Education Union (UK)
- Results
- Right to Education Forum (India)
- Right to Education Initiative
- Solidarité Laïque (France)

Documents

- Letter from World Bank Group President Malpass to U.S. Treasury Secretary Mnuchin outlining IFC reforms:
https://financialservices.house.gov/uploadedfiles/malpass_ltr_mnuchin_3202020.pdf

- Statement from the Honorable Maxine Waters, Chairwoman of the U.S. House Financial Services Committee, welcoming IFC commitments
<https://financialservices.house.gov/news/documentsingle.aspx?DocumentID=406486>
- Open Letter to World Bank and Donors: <https://www.gi-escr.org/latest-news/open-letter-to-the-world-bank-and-its-donors>
- Complaint to the IFC accountability mechanism (CAO) on IFC investment in Bridge International Academies: <https://bit.ly/2JQNTBI>
- CAO Compliance Appraisal Report: <http://bit.ly/2Wc7qTu>

Contacts

- Linda Oduor-Noah (English), East African Centre for Human Rights, linda@eachrights.or.ke, +254 793301925
- Salima Namusobya (English), Initiative for Social and Economic Rights, snamusobya@gmail.com, +256 772 473929
- Sylvain Aubry (French/English), Global Initiative for Economic, Social and Cultural Rights, sylvain@gi-escr.org, +33 7 81 70 81 96
- Katie Malouf-Bous (English), Oxfam International, katie.MaloufBous@oxfam.org, +1 202 489-3507